

Quelle police municipale voulons-nous à Paris ?



L'annonce par Anne Hidalgo de la création d'une police municipale à Paris est une opération de communication qui ne changera rien.

Avec Florence
Berthout

En novembre dernier, je proposais à la Maire de Paris, avec les élus du groupe LRI du Conseil de Paris, la création d'une véritable police municipale armée. Pas par idéologie ou dogmatisme, mais parce que nous avons pris acte de la hausse continue de la délinquance ces cinq dernières années - +20 % entre 2012 et 2017. Il s'agissait d'une réponse concrète, comme ont pu le faire d'autres villes comme Lyon, Marseille, Nice ou Toulouse.

La réponse de la Maire de Paris fut alors sans appel : non. Elle ne faisait alors que confirmer pour la énième fois son refus de la police municipale à Paris. De plateaux télé en studios de radio, Anne Hidalgo a obstinément rejeté la police municipale. À l'occasion de la réforme du statut de Paris, elle refusait encore que le fameux pouvoir de police générale lui soit transféré. Car depuis Napoléon et l'arrêté du 12 messidor an VIII, les pouvoirs de police à Paris sont dans les mains du Préfet de Police.

Alors qu'approchent les municipales, au moment où plus de 80 % des Parisiens se disent favorables à la police municipale, Anne Hidalgo feint de réaliser un virage à 180° au terme d'une vaste opération de communication dont on ne connaît d'ailleurs pas le coût : un audit et un sondage ont été commandés. Pour mémoire, le seul sondage sur la propreté avait coûté 225.000 € aux contribuables parisiens.

Que sa majorité qui pousse des cris d'orfraie se rassure, la Maire de Paris est toujours hostile à l'idée de se voir transférer les vrais pouvoirs de police municipale. Que les Parisiens s'en souviennent pour 2020 : il s'agit simplement de doter d'un nouvel uniforme cette brigade qui existe déjà, ses missions ne seront pas revues et elle ne sera pas armée.

Ceci alors que rien qu'entre 2016 et 2018, Paris a perdu l'équivalent d'un commissariat (270 policiers) sans que la Ville y trouve à redire et que la police est accaparée par la lutte contre le terrorisme et la sécurisation des grandes manifestations.

À force de ne pas nommer les choses - 800 crimes et délits sont commis chaque jour à Paris - et de nommer des choses qui n'existent pas - une police municipale qui n'en sera pas une, on ajoute aux malheurs du monde comme disait Albert CAMUS.